



Agir pour le développement rural et agricole en Afrique

>>> Initiatives présentées :

- Un projet de développement au sud Maroc par l'association Act Agir
- Une initiative de développement durable au Sahel avec l'association Afrique Verte
- Planet Finance



> L'invité du mag : Zvi Galor
consultant en micro crédit et gestion coopérative

> Edito

Près de 200 millions de personnes souffrent de la faim en Afrique, véritable fléau autant humain qu'économique. Depuis le Sommet mondial de l'alimentation en 1996, la communauté internationale semble vouloir se mobiliser et réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Après 10 ans de programmes, le bilan reste plus que contrasté même si quelques progrès semblent se dessiner notamment en Afrique subsaharienne qui fait croire à la FAO que les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation peuvent encore être atteints.

Le chemin est encore long, et chacun d'entre nous peut agir auprès des nombreuses ONG et associations qui chaque jour luttent contre la faim. L'enjeu du développement agricole, apparaît aujourd'hui comme l'un des piliers pour lutter contre la faim et la pauvreté, aussi l'équipe des First Tuesday Citoyen a choisi de vous présenter des actions allant dans ce sens.

Dans le cadre de la préparation des prochaines soirées, l'équipe des First Tuesday Citoyen recherche des initiatives qui pourront être présentées. Si vous souhaitez donner un coup de pouce au développement de votre initiative ou si vous connaissez dans votre entourage une personne qui pourrait être intéressée pour venir présenter son action, n'hésitez pas à nous contacter.

L'équipe des First Tuesday Citoyen recherche également des rédacteurs pour développer son magazine. Si une thématique abordée prochainement vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter.

Bonne lecture et bonne soirée pour cette 28ème rencontre des First Tuesday Citoyen.

Fabien Neveu
Président de
Démocratie active
fabien@democratieactive.org

> Sommaire

Lutte contre la faim et la pauvreté : une révolution verte pour l'Afrique	
Association Afrique Vertes	>>> 3
L'invité du mag : Zvi Galor	>>> 4
L'eau	>>> 4
L'agriculture et l'élevage	
Association Act Agir	>>> 5
Le micro-crédit	
Planet Finance	>>> 6
Pour en savoir plus	>>> 7
Vos prochaines soirées	>>> 8

Rédacteur en chef : Fabien Neveu
Rédacteurs : Gaëlle Bruant, Barthélémy Martinon,
Fabien Neveu, Franck Vautier
Maquette - Mise en page : Fabien Neveu, Franck Vautier
Les First Tuesday Citoyen sont des soirées organisées par
l'association Démocratie Active
2 Rue Lecomte du Nouy – 75016 Paris
infos@firsttuesdaycitoyen.org
© Démocratie Active – novembre 2005

> Lutte contre la faim et la pauvreté : Une révolution verte pour l'Afrique

>>> Initiative de l'association Afrique Verte



En 1990, 5 associations internationalement reconnues créaient Afrique Verte: Terre des Hommes, Frères des Hommes, Peuples Solidaires, l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) et le Comité Catholique contre la Faim pour le Développement (CCFD).

Depuis cette date, l'action d'Afrique Verte a contribué au renouvellement des pratiques d'aide au développement et à un changement de regard sur les peuples africains qui deviennent des acteurs de leur propre développement.

Aujourd'hui, Afrique Verte poursuit deux objectifs :

1- Améliorer la sécurité alimentaire au Sahel

Au Sahel, Afrique Verte apporte un appui à plus de 1000 organisations paysannes du Niger, du Burkina Faso et du Mali, par des actions de formation et d'information

2- Education au développement et lobbying au Nord

En France, grâce à des expositions pédagogiques, artistiques, des vidéos et des animateurs, Afrique Verte sensibilise le public aux réalités sahéniennes et aux questions de sécurité alimentaire.

Afrique Verte participe également à des manifestations, organisées par leurs partenaires, s'investit dans des campagnes de lobbying et différents forums de réflexion, pour infléchir les politiques.

Pour en savoir plus :

<http://www.afriqueverte.org>

Selon la FAO, la faim touche 852 millions de personnes dans le monde dont 194 millions en Afrique. En 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation, 185 nations et l'Union Européenne adoptaient la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du SMA et proclamaient leur volonté politique de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde.

D'après l'Organisation, les efforts déployés pour réduire la sous-alimentation de moitié d'ici à 2015 n'ont pas été suffisants, le nombre global de personnes sous-alimentées dans le monde en développement ayant reculé de 9 millions depuis le début des années 90.

Néanmoins, la FAO enregistre des signes encourageants et soutient que les buts du Sommet mondial de l'alimentation et les Objectifs de développement du Millénaire peuvent encore être atteints. Le SOFI 2004 constate en effet, que « plus de 30 pays, comptant ensemble pour près de la moitié de la population totale du monde en développement, démontrent que des progrès rapides sont possibles et nous indique la voie à suivre ».

La bonne nouvelle concerne l'Afrique subsaharienne, puisque qu'entre 1995-97 et 2000-02, le taux de croissance du nombre de personnes sous-alimentées a ralenti de 5 millions à 1 million par an, ce qui correspond à 33% de la population totale, au lieu de 36% affichés de manière à peu près constant depuis 1990-1992.

Enfin la FAO fait remarquer que nombre de pays ayant atteint ces résultats rapides ont des taux de croissance agricole nettement meilleurs que la moyenne. Plusieurs d'entre eux ont mis en œuvre une stratégie de lutte contre la faim basée sur l'aide alimentaire et l'accroissement des disponibilités vivrières en utilisant la nourriture produite à l'échelle locale, ce qui se traduit par une hausse des revenus et une amélioration de la sécurité alimentaire.

La faim et la malnutrition provoquent des souffrances humaines atroces, tuent plus de 5 millions d'enfants chaque année et coûtent aux pays en développement des milliards de dollars de perte de productivité et de revenus, selon le rapport SOFI 2004 de la FAO.

Pour Mickael Wales, Conseiller principal du Centre d'investissement de la FAO, les investissements dans les zones rurales sont la clé de la lutte contre la pauvreté. En effet c'est dans les campagnes que vit la majorité écrasante des pauvres et des sous-alimentés, c'est donc de l'agriculture qu'ils tirent leurs moyens de subsistance. Ainsi le rapport SOFI 2004 recommande aux pays l'adoption de programmes à grande échelle accordant la priorité au développement agricole et rural.

Une Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural a été créée en 2001, cette plateforme est co-présidée par la FAO et le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Le principal objectif de cette Plateforme est de réduire la pauvreté et de promouvoir la croissance économique dans les zones rurales des pays en développement en améliorant la coordination entre les bailleurs de fonds et en harmonisant leurs approches et leurs procédures. Dans le cadre d'un programme triennal pour la sécurité alimentaire financé par la Commission européenne, un montant de 1,4 million d'euros a été affecté au Centre d'investissement de la FAO pour travailler avec la Plateforme.

Lors d'un séminaire international sur «Le développement agricole et la sécurité alimentaire » organisé par le gouvernement éthiopien en juillet 2004, l'Ethiopie entendait démontrer à la communauté internationale que la faim est une source de pauvreté qui entrave le développement du continent et souhaitait susciter une révolution verte en Afrique pour combattre la faim et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Lors de ce séminaire qui a regroupé des spécialistes des questions alimentaires agricoles, Kofi Annan a demandé aux Etats africains de mettre en place des programmes viables pour assurer une sécurité alimentaire efficace sur le continent. Selon lui, «Seule l'Afrique n'a pas encore connu une révolution verte, cet élan agricole qui a permis aux autres continents de tripler leur production alimentaire».

Enfin pour Jacques Diouf, le directeur général du Fonds des Nations-Unies pour l'alimentation (FAO) plusieurs paramètres expliquent les catastrophes alimentaires en Afrique. Ce sont entre autres la sous-exploitation des terres, le manque de technologie agricole et surtout l'absence d'une véritable politique de développement du monde rural. Selon Jacques Diouf, «L'Afrique n'utilise que 4% de ses ressources hydriques pour l'irrigation. Seules 7% des terres arables du continent sont exploitées».

Enfin pour Mickael Wales « la lutte contre la pauvreté n'est pas seulement une question de santé et d'éducation ; il faut mettre l'accent sur la croissance, la création de richesse et

de revenus. (...) L'agriculture doit être au cœur de l'agenda en tant que moteur de la croissance dans la plupart des pays en développement. »

N.F.

Sources :

http://www.fao.org/monitoringprogress/fr/initiatives_fr.html
http://www.fao.org/tc/tci/index_fr.asp
http://www.lefaso.net/article.php3?id_article=3177

>>> La FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agricultural Organisation) joue un rôle de chef de file dans les efforts internationaux de lutte contre la faim. La FAO, qui est au service à la fois des pays développés et des pays en développement, est une tribune neutre au sein de laquelle tous les pays se réunissent sur un pied d'égalité pour négocier des accords et débattre de politiques. La FAO est également une source de savoir et d'informations. Elle aide les pays en développement et les pays en transition à moderniser et à améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques, et à garantir une bonne nutrition pour tous. Depuis sa création en 1945, elle a consacré une attention particulière au développement des zones rurales, où vivent 70% des populations pauvres et affamées de la planète.

Les quatre grands domaines d'activité de la FAO :

- > Mettre l'information à la portée de tous.
- > Partager l'expertise en matière de politiques.
- > Servir de lieu de rencontre pour les Etats.
- > Porter les connaissances sur le terrain.

http://www.fao.org/index_fr.htm

> L'invité du Mag

>>> Zvi Galor

«La lutte contre la faim est très importante. Pour ceux qui connaissent l'Afrique, la famine est un phénomène qui existe dans des circonstances naturelles, et le développement de l'agriculture, même très important, ne peut pas résoudre, dans la plus grande partie des cas, ce problème.»

Il faut noter quelques points saillants quand on discute le développement des zones rurales traditionnelles, en général, et en Afrique.

La population rurale en Afrique, encore 60-80% de la population, vit dans les modes traditionnels. Les projets de développement tendent à moderniser l'agriculture dans les zones rurales. Ces tentatives ne peuvent que toucher une minorité de la population. La majorité de la population rurale ne bénéficie pas de ce développement.

Le résultat est l'exode rural non-souhaité ou l'augmentation de la population vivant dans le sous-emploi dans les zones rurales, et surtout vivant sur le compte de ceux qui ont réussi avec la modernisation, la famille étendue, c'est l'économie d'affection.

Le développement des zones rurales traditionnelles doit être fait sur la base suivante:

- Développer les zones rurales par deux voies parallèles et en même temps:

- la modernisation de l'agriculture
- l'introduction de l'emploi non-agricole (ENA) dans les zones rurales.»

Pour en savoir plus :

[http://www.coopgalor.com/french/i_publications\(f\).html](http://www.coopgalor.com/french/i_publications(f).html)

Zvi Galor a été de 1997 à 2002, Directeur Académique, de l'Institut international d'Histadrot en Israël. Depuis 2003, il est consultant spécialiste en micro-crédit et gestion coopérative. Il est l'auteur de nombreuses publications et ouvrages.

> L'eau



Le Comité des Nations Unies pour les droits économiques, sociaux et culturels a déclaré l'eau « indispensable à la vie et à la santé ». «Le droit de l'être humain à l'eau est donc fondamental pour qu'il puisse vivre une vie saine et digne. C'est la condition préalable à la réalisation de tous ses autres droits.»

L'eau reste un des facteurs les plus problématiques au développement agricole en Afrique. Alors que l'agriculture irriguée représente 18 % des surfaces cultivées dans le monde, cette part n'est plus que de 6,2 % en Afrique et seulement 3,3% en Afrique sub-saharienne. Et malgré des investissements très importants, la contribution de l'irrigation à la production agricole en Afrique reste globalement faible. Ainsi, sur ce continent, seuls 12,5 millions d'hectares sont irrigués sur un total de 202 millions de terres cultivées. Pourtant, l'irrigation joue un rôle considérable dans la production agricole et la sécurité alimentaire puisque l'on estime que les 18% de terres irriguées dans le monde contribuent pour 40% à la production agricole mondiale. La principale ressource en eau provient des précipitations qui rechargent les nappes phréatiques. Mais d'autres sources existent comme le dessalement de l'eau de mer ou la réutilisation des eaux usées. Mais compte tenu de leur coût prohibitif, celles-ci ne sont réservées qu'à l'approvisionnement en eau des populations urbaines dans les zones côtières les plus arides.

Comment est utilisée l'eau en Afrique

L'eau est majoritairement utilisée dans le cadre de l'agriculture puisque elle représente environ 85 %

de son utilisation alors que dans le monde, la part de l'eau dans l'agriculture représente 69 %. Toutefois, ce pourcentage varie d'une région à une autre.

Un aspect financier non négligeable

Les coûts liés à la mise en place de système d'irrigation peuvent s'avérer très importants. Ainsi, ils peuvent atteindre plus de 25 000 \$ par hectare pour des régions subsahariennes. Ces coûts sont les plus importants au monde.

Et demain...

Il est alors urgent d'engager une concertation autour de l'utilisation de l'eau et notamment avant tout

«12,5 millions d'hectares sont irrigués sur un total de 202 millions de terres cultivées en Afrique.»

nouvel investissement hydraulique important. En effet, les ressources en eau deviennent de plus en plus rares, et elles doivent répondre à de nombreuses formes d'utilisations (usages domestiques ou agricoles, production d'électricité, transport...). En ce début de XXIème siècle, la

conception du rôle de l'irrigation devra évoluer afin de s'adapter à l'environnement mondial. Les nations unies prévoient que la population mondiale augmentera de 2 milliards de personnes d'ici à 2025 dont 80 % dans les pays en développement. Il conviendra alors de produire assez de nourriture pour une population sans cesse croissante. Qu'elles se-

ront alors les implications en terme de production agricole et de disponibilité de ressources naturelles.

F.V.

Sources :

<http://www.diplomatie.gouv.fr>
<http://www.afrik.com>

<http://www.wca-infonet.org>

>>> 1 350 points d'eau potable au Bénin

Le Bénin compte mettre en place 1 350 points d'eau potable par an en zone rurale sur la période 2005 - 2015. Ce programme permettra de faire passer le taux de couverture de l'hydraulique rurale de 35% en 2002 à 67,5% en 2015.

Afin d'appuyer le budget de ce programme pour la période 2005 - 2008, l'AFD a accordé une subvention de 10 millions d'euros, soit 6,55 milliards de FCFA. La convention de financement a été signée par Le Ministre des Finances et de l'Economie du Bénin, Cosme Sehlin et le Ministre français délégué à la Coopération, au Développement et à la Francophonie, Xavier Darcos, ainsi que par Jean-Michel Severino.

Sources :

<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/pid/415>

> L'agriculture et l'élevage

>>> Initiative de l'association Act Agir

Act-Agir est une association créée en octobre 1998, ayant pour objectif :

- Faire de la prévention sur la santé
- L'organisation de convoi humanitaire
- Le développement durable et agricole auprès des villageois.
- La récupération de matériel informatique, fauteuil roulant, etc...

Dans le cadre du développement agricole au sud Maroc, Act Agir s'engage auprès des populations locales afin de réduire l'exode rural.

Afin d'aider les familles les plus en difficulté et éviter la descolarisation des plus jeunes, l'envoi de motoculteurs a été entrepris.

Aujourd'hui Act Agir est la recherche de matériel de forage et souhaite développer un potager dans le village de Tinsal au sud de l'Atlas. L'association prévoit d'organiser des chantiers agricoles et développer un tourisme écologique.

Enfin l'association a lancé la création du collectif Act-Agir qui regroupe une quinzaine d'associations avec pour objectif la création d'une plate-forme logistique et humanitaire de solidarité en direction des pays en voie de développement.

Pour en savoir plus :
<http://actagir.free.fr>



Le problème de la faim persiste, non en raison d'un manque de nourriture puisque l'on produit assez pour nourrir les habitants de la planète, mais parce que ceux qui en ont besoin sont privés des moyens de la produire ou d'acheter les vivres qui permettraient de s'alimenter.

Au cours de ces vingt cinq dernières années, l'Afrique a vu sa production agricole fortement diminuer. Ainsi, l'aide extérieure, rapportée à la population est passée de 43 dollars par habitant en 1983 à 30 dollars à la fin des années 1990. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette diminution. L'histoire de ce continent n'est d'ailleurs pas étranger à cet état de fait. En effet, l'Afrique a souvent souffert, et souffre encore, de politiques inadaptées, de conflits et notamment de guerres civiles importantes... De plus, la priorité à l'industrialisation et à la monoculture de rente a déséquilibré et fragilisé l'agriculture.

D'autres difficultés handicapent l'Afrique dans son développement agricole : Sa part dans les échanges mondiaux restent très faible (à peine 2%), son

« la plupart des africains restent des agriculteurs et des éleveurs »

endettement extérieur est trop lourd, les problèmes de santé sont immenses. Sans oublier les problèmes liés à l'eau et à l'irrigation des terres. De plus, sa croissance démographique va plus vite que sa croissance économique. Ainsi, l'Afrique devra nourrir une population qui devrait doubler dans les 50 prochaines années. Il va donc falloir que ce continent accroisse à la fois sa production et son activité agricole.

Malgré l'expansion du commerce et de l'industrie, la plupart des africains restent des agriculteurs et des éleveurs. Dans le nord et le nord-ouest de l'Afrique, on cultive le blé, l'avoine, le maïs et l'orge, et on récolte les dattes dans les oasis, les olives et les agrumes sur la bordure méditerranéenne ; les cultures maraichères sont variées et pratiquées un peu partout grâce à l'irrigation. Dans la savane, on pratique l'agriculture itinérante liée au degré d'épuisement du sol et à la pratique du brûlis. Il en est de même dans les zones forestières. Les céréales, comme le mil et le sorgho, sont les principales cultures de la savane ; le riz, les ignames, le manioc, le gombo, le plantain et les bananes sont les cultures alimentaires des régions plus humides. La culture commerciale, ou culture

de rente, est commune à tout le continent et occupe près de la moitié des terres cultivées. Le café, le coton, le cacao, les arachides et l'huile de palme sont destinés à l'exportation. L'Afrique fournit plus de la moitié de la demande mondiale en café, cacao, arachide, sisal, clou de girofle.

Le développement de l'élevage : un autre défi pour l'Afrique

En Afrique, l'élevage assure dans l'économie des familles les plus pauvres, des fonctions alimentaires, sociales économiques. De plus, le bétail demeure la principale forme d'énergie non humaine dont disposent les paysans pour la traction animale dans l'agriculture et le transport des produits.

Malheureusement, les maladies animales demeurent l'un des facteurs limitants essentiels au développement de l'élevage en Afrique, entraînant de lourdes pertes directes et indirectes dans les cheptels nationaux, souvent accompagnées de problèmes de santé publique. Le commerce régional et international des animaux et des produits d'origine animale reste bloqué à cause de ces maladies, qui par ailleurs demeurent une des causes principales de la faible performance du sous-secteur de l'élevage ainsi que de l'écart grandissant entre l'offre et la demande de viande et de lait. En 1997, La part de l'Afrique subsaharienne dans le commerce mondial des produits animaux est faible. Elle ne représente que 2,2% des importations mondiales et 1,4% des exportations mondiales de viande

Le défi d'une croissance soutenue durable et compétitive des productions animales implique des améliorations importantes des systèmes de production et de santé animale. Au plan de la protection sanitaire des troupeaux, cette préoccupation passe par des politiques nationales visant à restituer aux Services vétérinaires les missions et structures d'organisation qui étaient les leurs et qui malheureusement ont été mises à mal par les politiques d'ajustement structurel.

F.V.

Sources :
<http://www.sahel-club.org>
<http://www.oie.int>
<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/12/DIOUF/11722>

>>> Les Criquets pèlerins : la menace qui pèse sur l'Afrique

Les criquets traversent l'Afrique d'est en ouest, dévorant sur leur passage les cultures du Maghreb et des pays sahéliens. Un désastre agricole qui représente un vrai danger alimentaire et risque d'entraîner des famines.

Capable de se déplacer de 200 km par jour en se laissant porter par les vents, un essaim compte plusieurs milliards de criquets particulièrement voraces.

Chacun d'entre eux ingurgite 2 grammes de végétation par jour : à ce rythme, ce sont quelques 10 000 t de végétation qui disparaissent quotidiennement.

Face à ce danger alimentaire et humanitaire, le CNES avec ses filiales CLS et Novacom, a proposé au FAO des outils permettant de suivre l'évolution des nuages de criquets par satellites.

Mais comment, concrètement, les technologies spatiales peuvent-elles être utiles dans le cas d'une invasion de criquets ?

Il faut d'abord comprendre que les conditions de propagation du criquet dépendent de la météorologie : la pluie, favorable aux récoltes, facilite l'éclosion des insectes, les sols sablonneux ou argileux et humides sont un terrain idéal pour la ponte, une végétation bien verte les amène à maturité...

Le procédé de prévention proposé par le CNES repose sur des systèmes d'alertes déclenchés en fonction des conditions climatiques, comme l'apparition de nuages peut annoncer une arrivée de criquets. Grâce à une localisation en temps réel des essaims, les pays concernés peuvent prendre les mesures de dératisation nécessaires.

Un projet pilote a été mis en place par la FAD sous maîtrise du CNES en juillet dernier. Et l'expérience s'est révélée positive puisque la FAO souhaite mettre en place un projet opérationnel dans pas moins de 21 pays.

Sources :
<http://www.futura-sciences.com>
CNES le 04/11/2005

> Le micro-crédit

>>> Initiative de l'association Planet Finance

PlaNet Finance est une organisation internationale, créée le 13 octobre 1998, dont la mission est de réduire la pauvreté dans le monde par le développement de la microfinance.

PlaNet Finance a pour mission de développer le secteur de la microfinance en :

- développant des instruments efficaces de développement de la microfinance à travers le monde
- garantissant éthique et excellence dans le développement de toutes activités
- devenant une organisation auto-suffisante par le biais de ressources diversifiées et durables

PlaNet Finance soutient les intermédiaires financiers et accélère leur croissance en les fédérant et en leur fournissant des services leur permettant de renforcer leurs capacités techniques et leurs ressources financières.

PlaNet Finance, basée à Paris, agit dans plus de 60 pays avec un réseau international d'affiliés dans 20 pays.

Les principaux services de PlaNet Finance sont :

- Formation, Assistance technique et services de conseil
- Services de rating, par l'intermédiaire d'une filiale indépendante : Planet Rating
- Financement des institutions de microfinance par le biais de : dette, capital

Pour en savoir plus :

<http://www.planetfinance.org>

Le micro-crédit est un ensemble de techniques financières destiné à aider les pauvres à amorcer leurs entreprises. Le principe consiste à faire confiance à l'emprunteur, bien qu'il ne présente pas de garanties, et de lui prêter quelques fonds afin de lui permettre d'investir dans l'achat de biens (outils de travail, stocks de matières premières, etc...) qui lui permettront de démarrer son activité. Par la suite, l'emprunteur remboursera son prêt, avec intérêt, dont le taux est relativement négligeable compte tenu des faibles montants empruntés.

Ce système est une sorte de modernisation du système de la tontine, théorisé par l'économiste Tontij à la demande du cardinal Mazarin au 17^e siècle.

La différence essentielle étant que dans le cas de la tontine, le prêt est accordé par le reste de la communauté, avec un principe de réciprocité. Une des limites étant que cela ne peut fonctionner lorsque tout le monde est trop pauvre.

Dans le cas du micro-crédit, la mise de fonds de départ vient de l'extérieur, et est issue de financiers dont la démarche n'est pas prioritairement la rentabilité financière, mais l'amorçage d'activités économiques permettant à des individus de sortir de la pauvreté et du moins de l'inactivité par la création de leur propre emploi.

En ce sens, le micro-crédit diffère également d'une autre pratique ancienne : l'usure.

C'est un connaisseur de la société indienne (Gandhi ? Kipling ?) qui affirmait que dans un bon village il fallait notamment un bon usurier. Celui-ci prête effectivement, mais peu lui importe l'usage des fonds qu'en fera l'emprunteur, du moment que celui-ci rembourse avec un fort taux d'intérêt, et malheur à celui qui est défaillant, car il se retrouvera face à l'usurier dans une situation d'obligé, pouvant même le conduire à un quasi esclavage, comme à l'époque antique.

D'un autre point de vue, les films sur les pratiques de la mafia ne racontent pas autre chose que ce mécanisme d'asservissement, que l'on pourrait aussi rapprocher à la situation des ménages surendettés, intoxiqués par les crédits à la consommation.

Dans le cadre du micro-crédit, il s'agit bien de financer de l'investissement dans une optique de création d'activité économique, et non pas des «achats de complaisance»; et ceci dans un esprit de rentabilité à long terme plutôt que dans une intention spéculative.

Ainsi les fondateurs des organismes de micro-crédit ont en commun un profil d'économistes humanitaires longtemps impliqués dans des programmes d'aide au développement dont ils ont pu constater les limites, l'une d'entre elle étant que ces programmes de coopération s'appuient sur l'intervention d'experts extérieurs qui vont «dire aux assistés ce qu'il faut faire».

A l'inverse, la démarche du micro-crédit induit une implication opérationnelle et aussi financière des utilisateurs, y compris en étant partie prenante non seulement de leurs fonds, mais aussi de la gestion de la caisse commune, voire de leur implication dans le capital de la banque.

On retiendra parmi les grands noms du Micro-crédit d'abord Mohammed Yun-

nus, économiste Bengali, qui fonde en 1976 la Grameen Bank, avec les quelques dollars qu'il possède personnellement, pour accorder des prêts à des paysans.

Aujourd'hui, la Grameen Bank compte 1200 agences au Bangladesh pour près de 2 400 000 clients, le prêt moyen étant de 100 dollars, les bénéficiaires étant à 90% des femmes, jugées meilleures gestionnaires, les maris se consacrant d'avantage à la mise en œuvre opérationnelle de la micro-entreprise.

Le modèle de la Grameen a essaimé dans le monde entier, auprès d'initiatives locales, et a inspiré d'autres personnalités, qui ont développé des organisations différentes dans leurs fonctionnements, mais fondamentalement convergentes dans l'objectif humanitaire.

C'est par exemple John Hatch qui modélise le «village banking» au travers de la FINCA en 1984, qui visait 1 million d'emprunteurs dans le monde en 2005, et développe des fonds de capital pour les caisses villageoises, et des outils d'assistance technique pour accompagner notamment les analphabètes.

Plus près de nous, c'est Maria Nowak qui fonde l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) en 1989, dont l'objectif est de permettre aux personnes exclues du système bancaire d'emprunter des fonds d'amorçage pour le lancement de leur micro-entreprise au travers de ses 102 antennes en France, A ce jour 24 000 entreprises ont été créées, générant plus de 28 000 emplois. L'action de l'ADIE est reconnue par l'Etat qui lui délègue l'instruction des dossiers pour certains dispositifs sociaux, dont l'EDEN (abondement financier).

L'implication et le soutien des institutions publiques aux organisations de micro-crédit est un fait généralisé depuis une dizaine d'années : c'est ainsi que la Banque Mondiale salue M. Yunus, que les banques classiques se prêtent à des partenariats, que des grandes entreprises donnent aux fonds de micro-crédit, ou que des grands financiers comme Georges Soros plaident pour leur soutien.

Dans ce contexte, il faut particulièrement signaler la démarche de PlaNet Finance, lancée en 1998 par Jacques Attali et Arnaud Ventura, dont la mission est d'être, pour simplifier à l'extrême, «la banque des banques de pauvres», dont le nombre augmente régulièrement et avoisine plusieurs milliers dans le monde. Cette ONG internationale s'appuie sur le soutien de grandes institutions publiques et privées, et apporte aux banquiers de terrain son expertise, son assistance financière et ses relais relationnels.

Pour résumer, le micro-crédit est un phénomène récent dont le succès grandissant permet l'optimisme, c'est une adaptation humaniste des systèmes financiers, où la garantie est remplacée par la confiance ; et la confiance va à la confiance, avec un taux de remboursement réussi de 98%.

Ces systèmes se développent de façon virale, fonctionnent de mieux en mieux, brassent de plus en plus de fonds, eux-mêmes réinvestis, et génèrent de plus en plus d'activités entrepreneuriales, faisant reculer d'autant la pauvreté.

B.M.

>>> Vous avez dit tontine ?

Au début des années 90, alors que le système bancaire de la majorité des pays en développement se trouve affaibli, une grande partie de la population, aussi bien urbaine que rurale, se tourne vers le système financier informel. C'est dans ce contexte que les tontines ont connu un regain d'intérêt. Le terme vient du nom d'un banquier italien, Tontij, qui a étudié au XVI^e siècle le système traditionnel de mobilisation de l'épargne domestique.

La tontine est la forme la plus répandue de finance informelle grâce à sa grande souplesse. Présente sur plusieurs continents, elle recouvre des formes très variées. En Afrique, elle est le plus souvent rurale et désigne une association dans laquelle les participants versent des cotisations de montant fixe à un fonds commun qui est distribué tour à tour à chacun de ses membres. Elle permet le financement de projets personnels ou collectifs, mais subvient aussi parfois à des besoins imprévus tels que des frais d'obsèques.

Au-delà de l'instrument d'épargne et du système de crédit entre personnes de confiance, la tontine a une vocation sociale importante. En effet, on remarque qu'elle est tout à la fois : rassemblement d'amis pour des échanges d'idées, club de rencontres, réseau d'influence, lieu de partage des joies familiales, groupe de soutien pour les moments difficiles aussi bien que système financier.

Sources :

Matthieu GASSE-HELLIO, Les tontines dans les pays en développement <http://www.gdrc.org/icm/french/matthieu/contents.html>

> Pour en savoir plus

>>> Organisations institutionnelles :

FAO (Food and Agricultural Organisation)

<http://www.fao.org>

<http://www.fao.org/ag/fr/default.htm>

http://www.fao.org/monitoringprogress/fr/index_fr.html

Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest

<http://www.sahel-club.org>

Agence française de développement

<http://www.afd.fr>

>>> Sites d'information :

<http://www.afrik.com>

<http://www.africatime.com/afrique/index.asp>

>>> Le micro-crédit :

<http://www.lamicrofinance.org>

<http://www.microcreditsummit.org>

<http://www.microfinancement.cirad.fr>

<http://www.ifad.org>

<http://www.villagebanking.org>

<http://www.planetfinance.asso.fr>

<http://www.cgap.org>

<http://www.microfinancegateway.org>

<http://www.grameen-info.org>

<http://www.adie.org>

A lire :

Comment les pauvres gèrent leur argent de Stuart Rutherford aux éditions Gret-Karthala

La banquière des pauvres de Maria Nowak aux éditions Albin Michel

> Vos prochaines soirées

à partir de 20h00
au café des Phares

Mardi 6 décembre 2005
Tsunami en Asie : 1 an après

Mardi 3 janvier 2006
Faciliter l'accueil des immigrants

Mardi 7 février 2006
Soutenir les seniors dans la maladie

Vous pouvez vous inscrire dès à présent sur le
site

www.firsttuesdaycitoyen.org

POUR NOUS CONTACTER

Démocratie active - 2 Rue Lecomte du Nouy - 75016 Paris
contacts@democratieactive.org

Je souhaite :

participer à l'organisation des First Tuesday citoyen

Devenir membre de Démocratie Active (20 euros/an)

Devenir rédacteur - thématique : _____

Nom : _____ Prénom : _____ Tél : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

E. mail : _____